

RÉFLEXION DE TROIS MILITANTES SUR LA CONDITION FÉMININE AUJOURD'HUI

LE FÉMINISME ? PLUS QUE JAMAIS !



Manifestation le 8 mars 1980 : des milliers de femmes revendiquaient l'égalité des salaires. Depuis, qu'est-ce qui a changé ?

RUE DES ARCHIVES/AGIP

Salaires moindres, carrières freinées, chômage, temps partiels subis, retraites amputées, violences conjugales, misogynie ordinaire : nous sommes encore loin de l'égalité entre hommes et femmes. Et la crise accentue bien souvent les situations discriminatoires dont celles-ci sont souvent les premières victimes. À l'occasion de la Journée internationale de lutte pour les droits des femmes du 8 mars, trois féministes – Françoise Picq, Geneviève Fraise et Christine Delphy – font le point sur le bilan du quinquennat de Nicolas Sarkozy, le renouveau du mouvement féministe, ses débats, et le sexisme dans lequel notre société se complaît. Autant de raisons de poursuivre la lutte.

«Le féminisme revendique l'égalité plus que la libération»

Le féminisme éclaire par ses luttes des questions fondamentales : l'égalité bien sûr, mais aussi la laïcité, la marchandisation des corps, le rapport au sexe, les mécanismes de domination et d'exploitation du capitalisme. Questions qui font souvent débat entre militantes de la première heure et nouvelles figures, au sein même du mouvement. Françoise Picq explique que la diversité des points de vue féministes est une force pour les femmes.



FRANÇOISE PICQ,
HISTORIENNE (1).

HD. Quel est le bilan du dernier quinquennat en matière d'égalité femmes-hommes ?

FRANÇOISE PICQ. Le bilan du quinquennat de Nicolas Sarkozy est très mauvais pour les femmes, qui sont les principales victimes : 80 % de la précarité et des travailleurs pauvres. Quelques avancées concernent les femmes les mieux dotées, comme le quota de 40 % de femmes dans les conseils d'administration des grandes entreprises. Les femmes, qui sont à la fois agents et bénéficiaires de l'État providence, sont particulièrement touchées par sa mise en pièces (diminution du nombre de fonctionnaires, restrictions à l'école maternelle, fermetures des centres d'IVG comme premières mesures de réduction des coûts). On peut aussi évoquer la réforme des retraites qui va les pénaliser de façon disproportionnée. Il faut un changement total de politique. Un changement qu'on peut attendre d'un gouvernement de gauche... à condition de ne pas se contenter de l'attendre. Les 45 associations des féministes en mouvement qui interpellent le candidat(e) le 7 mars entendent bien continuer à faire de l'égalité femmes-hommes un enjeu politique majeur, au-delà des élections

HD. Depuis une vingtaine d'années, le féminisme a trouvé des nouvelles figures militantes. Est-ce qu'il y a des différences fondamentales d'approche entre cette génération et la vôtre ?

F. P. On assiste à un renouveau féministe, depuis 1995, la conférence de Pékin et la manifestation du 25 novembre en réaction au retour de la droite au pouvoir. Plutôt que d'une nouvelle génération de féministes, il s'agissait d'un changement de stratégie des anciennes militantes, qui forgeaient une alliance avec le mouvement social. Puis il y a eu des groupes militants, plus ou moins éphémères, de jeunes qui portaient un nouveau féminisme. Parmi les différences entre cette

nouvelle génération et celle des années 1970 : la question de la mixité. La non-mixité avait été l'acte fondateur du MLF, qui avait permis aux femmes de se découvrir collectivement et de remettre en question les rapports sociaux de sexe. Mais les temps ont changé et les novations ont pu se retourner. Mix-cité a fait ce choix en 1997, pour renouveler le féminisme et l'inscrire dans son époque. Pour Ni putes ni soumises, en 2003, c'était la mixité contre le retour au traditionalisme et à la séparation des sexes. Il y a des différences dans les formes d'intervention, liées au changement de contexte. Le féminisme de l'après-Mai 68 s'inscrivait dans un projet révolutionnaire global et immédiat : l'abolition du patriarcat à l'horizon d'une génération. Aujourd'hui, le féminisme a

dire un signe de division entre les élèves. Le voile marque un refus de la laïcité, mais aussi du modèle de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la mixité scolaire. La laïcité impose ses contraintes pour préserver des acquis qui sont aussi ceux du féminisme. Mais il faut veiller à ce que ces contraintes soient proportionnées, à ce que la laïcité ne soit pas une laïcité d'exclusion et à ce que l'idéal d'égalité entre les sexes ne soit pas instrumentalisé pour d'autres objectifs politiques comme on le voit trop.

HD. La crise provoque dans le monde entier des ravages sociaux, dont les femmes sont souvent les premières victimes, les féministes françaises travaillent-elles de manière structurée avec d'autres, européennes bien sûr, mais aussi africaines, asiatiques ?

« La laïcité impose ses contraintes pour préserver des acquis qui sont aussi ceux du féminisme. Mais il faut veiller à ce que ces contraintes soient proportionnées, à ce que la laïcité ne soit pas une laïcité d'exclusion. »

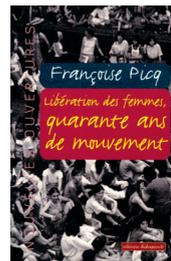
renoncé au spontanéisme et limité l'utopie. Il se situe dans une perspective longue de progrès et de confrontation avec la société. Il revendique l'égalité, plus que la libération.

HD. Les féministes défendent parfois des positions opposées, sur le port du voile par exemple. Cela vous semble-t-il affaiblir le mouvement ?

F. P. Sur les « questions de société », qui concernent particulièrement les femmes, comme la prostitution ou le voile, les féministes se divisent, comme d'ailleurs d'autres familles politiques ou idéologiques. La division peut sembler affaiblir un mouvement ; mais elle met en lumière et en débat des contradictions fondamentales de la société. Ainsi le port du voile islamique à l'école renouvelle la question de la laïcité, dans un contexte de crise du modèle républicain d'intégration. Comme à d'autres moments de l'histoire de la République, il faut inter-

F. P. La solidarité internationale fait partie du féminisme. Le Lobby européen des femmes a sa coordination française, la CLEF. Des rencontres, des échanges ont lieu régulièrement (voir le Congrès féministe international, « le Féminisme à l'épreuve des mutations géopolitiques », qui vient d'être publié). De façon plus pérenne, la Marche mondiale des femmes tisse les relations depuis 2000. ★

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR
JÉRÔME-ALEXANDRE NIELSBERG
janielsberg@humadimanche.fr



(1) Auteur de « Libération des femmes, quarante ans de mouvement ». Éditions Dialogues, 2012. 28 euros.

DROITS DES FEMMES EN DATES

21 avril 1944. La France accorde le droit de vote aux femmes.

1967. Abrogation de la loi du 31 juillet 1920 interdisant toute contraception.

1970. Fondation du MLF (Mouvement de libération des femmes).

1971. Publication du « Manifeste des 343 ».

1972. Loi sur l'égalité des salaires entre les hommes et les femmes.

1975. Loi Veil autorisant l'avortement.

2000. Loi pour assurer la parité au sein des milieux politiques.

Le combat féministe participe de la construction d'un universel républicain réel

Née avec la Révolution française, la controverse des sexes a pris chair, entre théorie et pratique, avec les revendications du mouvement féministe. Et, d'hier ou d'aujourd'hui, celui-ci n'a jamais perdu de vue l'idéal républicain de l'égalité. Geneviève Fraisse, qui vient de publier « la Fabrique du féminisme », rappelle que de nombreux obstacles historiques s'opposent à l'égalité des sexes.



PIERRE PITKOWICZ
GENEVIÈVE FRAISSE, PHILOSOPHE ET HISTORIENNE DE LA PENSÉE FÉMINISTE (1).

HD. Vous parlez volontiers de la « controverse des sexes ». Pourquoi employez-vous cette expression qui semble un peu euphémiser la lutte des femmes ?

GENEVIÈVE FRAISSE. C'est un mot que j'ai commencé à employer au moment des débats sur la parité. Et qui caractérise la pensée féministe d'aujourd'hui. La controverse des sexes implique la reconnaissance de deux débats. Un débat philosophique, une querelle des sexes qui prend sa source à l'âge classique et cherche à déterminer lequel des deux sexes, masculin ou féminin, est supérieur à l'autre. Et une dispute politique, qui commence avec le philosophe et féministe du XVII^e siècle François Poullain de la Barre et concerne l'égalité dans toute sa radicalité. Puisque cette dispute politique est toujours reléguée soit dans le règne des opinions d'un

l'habitation en propre de l'universel, du mode d'existence politique dans l'histoire.

HD. La bataille pour la parité prend sa source dans le « principe égalité », affirmez-vous. Rétrospectivement, quel regard portez-vous sur cette bataille et ce qu'elle a permis de mettre en place ?

G. F. Les concepts de la controverse des sexes sont à la fois anciens et nouveaux. Parmi ceux-ci, trois se sont imposés en Europe depuis une trentaine d'années : celui de « rapports sociaux de sexe », de « genre » et de « parité ». Il ne s'agit pas d'être pour ou contre la parité, c'est simplement un outil de l'égalité. Parler de la parité comme d'un au-delà de l'égalité me fait dresser les cheveux sur la tête. Ce n'est pas un nouveau principe politique, c'est un outil qui permet de rendre visible l'absence des femmes

de l'élection à la proportionnelle au scrutin uninominal fera chuter de moitié la présence des femmes. Vous avez dit progrès ?

HD. Au soupçon ou à l'accusation de repli identitaire fait aux féministes comme à d'autres regroupements politiques dits minoritaires, vous opposez celui de « déploiement identitaire ». De quoi s'agit-il ?

G. F. C'est simple, très simple. C'est une réponse née dans le débat sur la discrimination positive. Les féministes étaient accusées, parmi d'autres « minorités », de repli identitaire. Vaste blague ! L'objectif des féministes n'est pas de rester hors de la maison commune, mais d'habiter la maison de tout le monde. Tout ce qui a toujours été demandé par les féministes, c'est au bénéfice de tout le monde. Pas au bénéfice exclusif d'une catégorie de personnes, qui autoproduirait une culture particulière. Nous nous sommes toujours battues pour que toutes les femmes, où qu'elles soient, puissent bénéficier de la contraception, du droit à l'avortement, etc. Autant de choses dont les hommes bénéficient aussi, par contre-coup. D'où cette image en retour (et à visée polémique) de « déploiement identitaire ». Elle signifie que ce que nous voulons construire en mettant en œuvre l'égalité réelle des hommes et des femmes, c'est la maison de l'universel, de l'universel réel. ★

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR J.-A. N.

« Nous nous sommes toujours battues pour que toutes les femmes, où qu'elles soient, puissent bénéficier de la contraception, du droit à l'avortement, etc. Autant de choses dont les hommes bénéficient aussi, par contre-coup. »

côté, soit dans la procédure de type juridique, le féminisme se soumet à une double exigence : celle du savoir et celle de la preuve. C'est la controverse. Parmi les plus récentes et les mieux repérables des formes prises par cette controverse, on peut citer par exemple l'antagonisme supposé entre l'engagement féministe et le sexe, l'accusation de repli identitaire ou communautaire du féminisme, ou la proclamation de l'inutilité de luttes spécifiques contre des inégalités que l'évolution historique réglerait naturellement et efficacement. Il faut du temps pour que la hiérarchie des questions et les enjeux primordiaux de ces débats soient reconnus, comme ceux de la discrimination des filles, de la violence du sexe, de

dans les lieux de pouvoir. C'est une loupe. Or il n'y a pas d'égalité sans contrainte. Elle ne pousse pas comme l'herbe verte. Ce n'est pas un processus spontané. L'égalité, ça s'instruit et ça se construit. Alors quel est le bilan ? Douze ans après l'adoption de la loi du 6 juin 2000 et de la réforme des collectivités territoriales, les hémicycles français sont encore majoritairement masculins (autour de 80 %), exception faite des conseils municipaux et régionaux. La loi sur la parité n'a donné que ce qu'elle pouvait donner : un peu. Mais la lutte pour la parité a permis de catalyser beaucoup d'autres mouvements de lutte pour l'égalité. Ce fut très important, et fragile. En 2014, la nouvelle loi sur les collectivités territoriales passant



(1) Auteur de « La Fabrique du féminisme ». Textes et entretiens ». Éditions Le Passager clandestin, 2012. 18 euros. Ainsi que d'« À côté du genre. Sexe et philosophie de l'égalité ». Éditions Le Bord de l'eau.

10 MESURES POUR ATTEINDRE L'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES

45 associations de féministes ont signé une lettre ouverte aux candidats à la présidentielle. Et leur soumettent 10 mesures pour le prochain quinquennat. Parce que « l'égalité femmes-hommes est une condition indispensable du progrès social, de la démocratie et de l'émancipation de toutes et de tous » (1).

- 1 Créer un ministère d'État des droits des femmes dans un gouvernement paritaire.
- 2 Réaliser l'égalité professionnelle et salariale avant 2017 en engageant une revalorisation des métiers à prédominance féminine et en majorant les cotisations sur les temps partiels.
- 3 Créer une haute autorité contre les violences faites aux femmes avec un observatoire national dédié.
- 4 Rembourser l'IVG à 100 % et ouvrir 100 nouveaux centres d'IVG.
- 5 Ouvrir 500 000 places d'accueil en crèche dans les 5 ans.
- 6 Multiplier par 4 le nombre de places d'hébergement spécifiques pour les femmes victimes de violences.
- 7 Assurer dans les 3 ans, à chaque professionnel(le) intervenant dans le champ éducatif, une formation à l'égalité filles-garçons et à la déconstruction des stéréotypes sexistes.
- 8 Reconnaître le droit à l'adoption pour les couples de même sexe et le droit à l'aide médicale à la procréation pour les couples de lesbiennes.
- 9 Supprimer le délit de racolage passif, mettre en place des mesures de prévention et d'éducation, pénaliser les clients prostitueurs et accompagner les personnes qui souhaitent quitter la prostitution.
- 10 Garantir la délivrance et le renouvellement du titre de séjour aux femmes étrangères victimes de violence.

(1) La lettre ouverte des « Féministes en mouvements » est accessible : <http://ellesprennentlaparole.blogspot.com/>



5 novembre 2011, des milliers de manifestantes défilent contre les violences faites aux femmes et pour une loi-cadre sur le droit des femmes.

PATRICK NUSSBAUM

Misogynie et arrogance de classe des « élites »

Si les mécanismes de domination masculine persistent dans le concret des situations quotidiennes, au domicile comme au travail, dans l'accès aux soins et à l'emploi, les discours sexistes avaient ces dernières années perdu du terrain. Cette digue élevée de haute lutte par les féministes est tombée lors de l'affaire DSK, explique la sociologue Christine Delphy.



THOMAS SAMSAN

CHRISTINE DELPHY, SOCIOLOGUE (1).

HD. Avec quelques autres féministes, vous avez réagi publiquement à ce que les médias ont appelé l'affaire DSK. Pourquoi ?

CHRISTINE DELPHY. L'immense majorité des réactions de nos « élites » ont dit à ce moment-là quelque chose de la société française. Et s'il y a des choses dans cette affaire qui ne sont plus présumées, mais dont la preuve a bien été apportée, c'est la permanence du sexisme, de la misogynie en France, et de ce qu'on pourrait appeler « les trois solidarités ». La solidarité de genre, qui unit les hommes contre les femmes. La solidarité de classe, qui unit les

sur les retraites, sur le chômage des femmes, sur la fermeture des centres d'IVG. Mais il nous a fallu « l'affaire DSK » pour nous réveiller complètement.

Le lavage de cerveau patriarcal, qui a réussi, au bout de 40 ans de campagnes ininterrompues des plus puissants groupes de pression, à persuader les femmes que les féministes sont leurs ennemies, a d'un seul coup montré ses limites. On se souviendra du « troussage de domestique » de Jean-François Kahn la prochaine fois qu'il se mêlera de donner des leçons de féminisme aux descendants d'immigrés. On repensera au « il n'y a pas mort d'homme » de Jack Lang la prochaine fois qu'il déclarera la main sur le cœur que l'égalité des sexes est une valeur fondamentale de notre société. Et quand il s'agira de voter, on n'oubliera pas les larmes de Manuel Valls devant « l'insoutenable cruauté » des images de DSK menotté. ★

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR J.-A. N.

« Nous savons l'absence de volonté politique de lutter contre les violences faites aux femmes (...). Mais il nous a fallu "l'affaire DSK" pour nous réveiller complètement. »

riches contre les pauvres. La solidarité de race enfin, qui unit les Blancs contre les bronzés. Les féministes, par expérience, sont les dernières à croire aux déclarations des politiques sur la « centralité » de « l'égalité hommes-femmes » dans les « valeurs françaises », les premières à s'en méfier. Nous savons l'absence de volonté politique de lutter contre les violences faites aux femmes et contre les différences de salaire, nous connaissons les chiffres calamiteux sur l'emploi, sur les revenus,



(1) Christine Delphy vient de publier « Un universalisme si particulier. Féminisme et exception française (1980-2010) ». Éditions Syllepse, collection « Nouvelles questions féministes », 2012. 22 euros.